

Rencontre internationale Politiques alimentaires urbaines Marchés, restauration collective, connexions urbain/rural

16-18 novembre 2015, Montpellier

Collectivités locales urbaines d'Afrique sub-saharienne, d'Afrique du Nord, du Moyen Orient, d'Asie et d'Amérique Latine : venez communiquer vos expériences et échanger sur vos politiques alimentaires !

La Chaire UNESCO Alimentations du monde et le Cirad associés au sein du programme Surfood (Sustainable Urban Food Systems) organisent en collaboration avec de nombreux partenaires¹ une rencontre internationale dédiée au partage de connaissances et de pratiques entre les gouvernements locaux de villes et régions urbaines, la recherche et les acteurs du développement. L'objectif est de contribuer par ce dialogue à une meilleure connaissance et compréhension des politiques alimentaires urbaines dans le monde, de leur construction, leurs modes d'action et leurs impacts.

Cette rencontre sera l'occasion de montrer que les villes disposent de leviers d'action pertinents pour contribuer, en compléments des politiques nationales et des accords internationaux, à la sécurité alimentaire et la durabilité des systèmes alimentaires.

Dans cette perspective, les organisateurs lancent un **appel à communications à destination des responsables de collectivités locales de villes et régions urbaines de pays du Sud**, afin de présenter leurs expériences dans trois domaines d'interventions peu étudiés jusqu'à présent :

1. les infrastructures de marché et la logistique ;
2. la restauration collective ;
3. les nouveaux modes de relation urbain/rural.

Cela concerne les grandes métropoles mais aussi les villes moyennes ou intermédiaires, des pays d'Afrique subsaharienne, d'Afrique du Nord, du Moyen Orient, d'Asie et d'Amérique Latine.

Appel à communications

Contexte

Depuis ces dernières décennies, sous le double effet de la globalisation et de la décentralisation, les gouvernements des villes et régions urbaines (gouvernements urbains) deviennent des acteurs politiques de plus en plus puissants. Ils se mobilisent dès les années 1990 pour mettre en œuvre des politiques plus engagées que celles de leurs États nationaux, en particulier dans le domaine de l'environnement (Déclaration de Rio, Agendas 21, Engagements d'Aalborg, etc.). Ils agissent localement et se fédèrent au niveau national ou international pour peser ensemble sur les politiques à ces échelles (Metropolis, CGLU, ICLEI, ORU Fogar, etc.).

Depuis la crise des prix de 2008, l'alimentation, autrefois principalement portée par les politiques nationales et internationales, émerge également comme un enjeu de politiques locales. En témoignent les récentes déclarations signées par des collectifs de villes prônant la mise en place de politiques locales pour promouvoir un système alimentaire plus durable (Déclaration des maires de Bonn - 2013 ;

¹ Ce colloque est organisé en partenariat avec l'Agence française de développement (AFD), la FAO (Programme Food for the Cities), les Resource Centers on Urban Agriculture and Food Security (RUA Foundation), l'Organisation des Régions Unies - Fogar, le Mercadis (Marchés de gros de Montpellier), Agropolis Fondation et la Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme (FPH).

déclaration de Seoul – ICLEI - 2015 ; « Milan Urban Food Policy Pact » - 2015). La recherche se mobilise également sur ce sujet contribuant à tisser des réseaux d'échanges pour améliorer les connaissances sur les initiatives prises par les villes et leurs effets sur l'alimentation.

Les villes tentent ainsi de répondre à des problèmes de durabilité posés par le système alimentaire industriels dominant et exacerbés par une urbanisation croissante qui amplifie les phénomènes de distanciation et de concentration. Une multitude d'acteurs se mobilise pour l'expérimentation de modèles alternatifs. Les gouvernements urbains, conscients des ressources dont ils disposent (concentration de connaissances, de moyens financiers, de pouvoirs publics, de biomasse, de force de travail, d'initiatives citoyennes, d'infrastructures, de services et de marchés) expérimentent et construisent des politiques alimentaires visant à la fois à assurer la **sécurité alimentaire** des populations (urbaines mais aussi rurales) et **améliorer la durabilité du système alimentaire** en se préoccupant de ses impacts environnementaux, sociaux et économiques.

Le phénomène de construction de politiques alimentaires par les gouvernements urbains commence à être étudié surtout dans des villes de pays industrialisés ou émergents où la construction et la formalisation de ces politiques est la plus ancienne et la plus avancée (ex. : Toronto, Bristol). Mais ces initiatives, plus ou moins structurées en une politique alimentaire, se multiplient aussi dans les pays en développement dans des contextes différents. Si de nombreux travaux ont permis de renseigner la question de l'agriculture urbaine et péri-urbaine, les autres modes d'intervention sont encore peu connus et débattus.

Pour cela, les organisateurs lancent pour cela un appel à communication pour inviter des **responsables politiques et/ou techniques de collectivités locales urbaines** à communiquer leur expérience et échanger avec d'autres villes. Les propositions de communication devront porter sur un ou plusieurs des champs d'intervention suivants :

1. Les infrastructures de marché, et la logistique

La création d'infrastructures de marchés, places centrales assurant le point d'ancrage des flux alimentaire arrivant et se dispersant en ville, sont un levier important que peuvent mobiliser les gouvernements urbains pour améliorer la sécurité alimentaire et la durabilité du système alimentaire. Par infrastructures de marché sont entendues les marchés de gros, les marchés, magasins ou kiosques de détail, les supermarchés, les foires, l'aménagement et la gestion de la vente de rue, les magasins de stockage et les espaces de transformation agro-alimentaire (abattoirs par exemple, zones artisanales, zones industrielles). L'organisation de la logistique (transport, plateformes d'échanges) est également un levier sur lequel peuvent jouer les gouvernements urbains.

2. La restauration collective

Par restauration collective, on entend ici aussi bien la restauration en milieu scolaire que celle des travailleurs (restaurants d'entreprises, espaces aménagés de restauration privée, food court, etc. Si les collectivités locales ne la gèrent pas directement, ils peuvent participer à leur organisation et leur régulation. Ainsi ils peuvent intervenir pour assurer un accès à une alimentation de qualité pour tous, orienter les formes de production alimentaire par des commandes publiques, améliorer la qualité des emplois, éduquer les consommateurs, réduire gaspillages et pollutions, etc.

3. Les nouveaux modes de relations urbain/rural

Historiquement, les villes se sont peu occupées des conditions de production de leur alimentation, des conditions de travail et de rémunération des agriculteurs, des effets des modes de production sur l'environnement et la biodiversité. Les villes ont plutôt été considérées comme un débouché, faisant jouer la concurrence y compris entre leur périphérie agricole et des zones bien plus éloignées. La distanciation géographique, économique et cognitive qui s'est jouée entre citadins et ruraux génère des incompréhensions et des inquiétudes. C'est en réaction à cette distanciation que les villes et les campagnes cherchent aujourd'hui à inventer de nouveaux modes de relation, plus équilibrés et solidaires. Ils prennent la forme de relocalisations des approvisionnements alimentaires urbains, d'investissements urbains en zones rurales, de services urbains aux agriculteurs de leur région, de jumelages ou de contractualisations entre zones urbaines et zones rurales, mais aussi nouvelles formes expérimentales de production alimentaire, de contributions des représentants des villes aux politiques agricoles ou des représentants agricoles aux politiques urbaines. Afin de ne pas réduire cette question à la seule relocalisation et aux liens avec l'agriculture péri-urbaine ou l'hinterland proche, sujets déjà largement

traités par ailleurs, les communications sur les nouvelles formes de relations entre zones urbaines et zones rurales éloignées seront privilégiées.

Pour chacun de ces thèmes, les communications ne devront pas se limiter à décrire ce qui a été fait mais bien à analyser l'intérêt et les effets des interventions par rapport à des objectifs de sécurité alimentaire et de durabilité des systèmes alimentaires (par ex. : effets sur les niveaux et la stabilité des prix ; sur l'accès à l'alimentation pour les populations vulnérables ; sur la qualité sanitaire des aliments ; sur l'emploi en milieu urbain comme en milieu rural ; sur les conditions de production alimentaire ; sur la consommation de ressources non renouvelables (pétrole, phosphates) ou menacées (eau, bois) en milieu urbain et rural ; sur les pollutions ; sur la santé et la nutrition ; etc.)

Pour répondre à l'appel

Remplir le formulaire en ligne - <http://urbanfoodpolicies2015.cirad.fr/fr/soumission>

En cas de problème, ou pour toute information complémentaire, contacter :
urbanfoodpolicies2015@supagro.fr.

Recommandations importantes

Cet appel à communication s'adresse à des responsables politiques ou techniques de villes, agglomérations, métropoles, régions urbaines ou ville-régions [city-region]. Les organisateurs seront attentifs à privilégier un équilibre des cas présentés entre métropoles et villes moyennes. Les communications pourront être préparées avec des experts (agents de terrain, scientifiques, etc.) mais les organisateurs ne prendront en charge les frais que d'un seul représentant par présentation retenue.

L'action ou la politique présentée doit avoir été mise en place depuis suffisamment longtemps pour pouvoir présenter des résultats et impacts (quantitatifs et qualitatifs). Il est possible de proposer de présenter un projet d'action ou de politique n'ayant pas encore été mis en place ou étant mis en œuvre depuis trop peu de temps pour en présenter des résultats. Ces propositions de communication seront examinées par le Comité d'organisation qui pourra les sélectionner pour des sessions d'échanges plus informels (par ex. sous forme de posters). Dans ce cas, les organisateurs ne prendront pas en charge la participation des communicants.

Le résumé doit comprendre des éléments permettant de répondre aux questions suivantes :

- *quelle est la politique/l'action mise en place ? description de la stratégie, sa conception et son implémentation ;*
- *quels sont les impacts (mesurés ou constatés) de cette politique ou cette action ?*
- *comment le gouvernement urbain est-il intervenu dans le processus ? quels sont le mode de gouvernance utilisé et le mode d'articulation entre les acteurs impliqués ?*

Le résumé ne devra pas excéder 2 pages soit environ 5600 signes. Il peut être proposé en anglais, français ou espagnol.

Calendrier

L'appel est ouvert jusqu'au 17 août 2015.

Une sélection sera faite fin août sur la base des résumés soumis. Les auteurs sélectionnés seront contactés en septembre 2015 et devront soumettre une communication complète aux organisateurs au moins un mois avant l'événement, soit le 15 octobre 2015.

Les communications complètes seront présentées par les auteurs lors du colloque « Politiques alimentaires urbaines » qui se tiendra du 16 au 18 novembre 2015 à Montpellier et seront publiées dans un ouvrage suite au colloque.